

Service Finances et Achats Durables
N° 2014-045

DÉCISION DU MAIRE**RECOURS A LA CENTRALE D'ACHAT PUBLIC UGAP (Union des Groupements d'Achat Public) POUR LES BESOINS DE LA COMMUNE EN GAZ NATUREL**

Projet de Territoire « Saint-Avé 2030 »		
Enjeu : <i>Organisation des moyens financiers et humains communaux</i>	Objectif : <i>Assurer une gestion efficiente des finances</i>	Actions : <i>Développer les commandes groupées et les groupements de commandes</i>

VU la directive européenne n° 2003/55/CE du 26 juin 2003 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel,

VU la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie,

VU l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

VU le code des marchés publics, et notamment ses articles 9 et 31,

VU la délibération n° 2014/4/78 du conseil municipal en date du 7 avril 2014, donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

CONSIDERANT, qu'aux termes de l'article 31 du code des marchés publics, le recours à l'Ugap, centrale d'achat, exonère la commune de toute procédure de publicité et de mise en concurrence,

CONSIDERANT qu'il est dans l'intérêt de la commune de rejoindre, pour ses besoins propres, le dispositif d'achat groupé de fourniture et d'acheminement de gaz naturel proposé par l'Ugap, établissement public sous tutelle de l'Etat,

Le Maire de la commune de Saint-Avé (Morbihan),

DÉCIDE

Article 1^{er} : DE RECOURIR à l'Ugap pour l'achat de gaz naturel nécessaire à l'ensemble des sites concernés de la commune.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits nécessaires sont inscrits au(x) budget(s) de la commune.

Article 3 : D'INFORMER le conseil municipal, lors de sa prochaine réunion, de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément au code général des collectivités territoriales.

Article 4 : D'ADRESSER la présente décision à M. le Préfet du Morbihan et PRENDRE toutes mesures d'exécution de la présente décision.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

056-215602061-20140702-2014-045-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/07/2014

Publication : 04/07/2014

Fait à Saint-Avé, le 2 juillet 2014

Le Maire,

Anne GALLO

Commune de Saint-Avé – Mairie – Place de l'Hôtel de Ville – BP 40020 – 56891 Saint-Avé cedex
Anne GALLO – Tel 02 97 60 70 10 – Fax 02 97 44 58 91 – mairie@saint-ave.fr